

Des usages ordinaires de la science ? Analyse du recours aux savoirs scientifiques dans un quartier à Québec

Article inédit, mis en ligne le 8 décembre 2025.

Olivier Tredan

Olivier Trédan est Maître de conférences en Sciences de l'information et de la communication à l'Université de Rennes (IUT Lannion) et membre du laboratoire ARENES - UMR 6051. Ses recherches portent sur l'impact du web sur les pratiques professionnelles des journalistes et sur les habitudes de consommation de l'information en ligne et hors-ligne.

olivier.tredan@univ-rennes.fr

Marie-Claude Savoie

Candidate à la maîtrise en communication publique avec mémoire à l'Université Laval. Son sujet de recherche porte sur la baladodiffusion indépendante en français chez les humoristes québécois. Elle est membre du Groupe de recherche sur l'industrie de l'humour et de l'Observatoire de l'humour.

marie-claude.savoie.3@ulaval.ca

Fábio Henrique Pereira

Titulaire de la Chaire de journalisme scientifique Bell à l'Université Laval au Canada. Il est également professeur associé à l'Université de Brasilia. Ses recherches portent sur la construction du problème public de la désinformation scientifique et sur les pratiques d'information des publics scientifiques. Il est coéditeur de la revue scientifique internationale Sur Le Journalisme.

fabio-henrique.pereira@com.ulaval.ca

Plan de l'article

Résumé et mots clés en français

Title, abstract and keywords in english

Titulo, resumen y palabras clave en español

Introduction

Des usages des savoirs scientifiques peu étudiés

La haute-ville de Québec : présentation du terrain

L'actualité scientifique absente des pratiques informationnelles

La défense du quartier avant tout

Un rapport instrumental à la science au sein des conseils de quartier

Conclusion

Références bibliographiques

RÉSUMÉ

Cet article porte sur les formes d'appropriation de l'information scientifique et aux médiations utilisées. Il explore les usages ordinaires de la production scientifique dans un quartier de Québec. Il se penche sur la manière dont les réunions publiques, les médias

locaux et les espaces de discussion en ligne mobilisent les savoirs scientifiques dans le cadre de leurs activités. Différentes techniques de collecte de données ont été utilisées, l'accent étant mis sur une observation participante et des entretiens semi-directifs. Les résultats mettent en évidence un désintérêt relatif des répondants pour les dispositifs de vulgarisation de la science, y compris pour le journalisme. À son tour, le territoire organise les réseaux de sociabilité, structure les pratiques culturelles et configure les usages des savoirs scientifiques.

Mots clés

Savoirs scientifiques, territoire, usages de l'information, Québec

TITLE

The ordinary uses of science: analysis of the use of scientific knowledge in a quebec neighbourhood

Abstract

This article discusses the ways in which scientific information is appropriated and mediated. It examines the ordinary use of scientific content in a Quebec City neighborhood. It looks at how public meetings, local media and online discussion platforms make use of scientific knowledge in the course of their activities. Data was collected through various techniques, with a particular focus on participant observation and semi-structured interviews. The results show a relative disinterest of the respondents in mechanisms of science popularization, including journalism. Instead, the territory organizes networks of sociability, structures cultural practices and configures the use of scientific knowledge.

Keywords

Scientific knowledge, territory, uses of information, Quebec (Canada)

TÍTULO

¿Usos ordinarios de la ciencia? Análisis de la movilización de la información científica en un barrio de quebec.

Resumen

Este artículo analiza las formas de apropiación y mediación de la información científica. Examina los usos habituales de contenidos científicos en un barrio de Quebec. Explica cómo las reuniones públicas, los medios de comunicación locales y las plataformas de debate en línea utilizan el conocimiento científico en sus actividades. Para eso, se han utilizado diversas técnicas de recogida de datos, sobre todo la observación participante y las entrevistas semiestructuradas. Los resultados muestran un relativo desinterés de los encuestados por los mecanismos de divulgación científica, incluido el periodismo. En su lugar, el territorio organiza redes de sociabilidad, estructura las prácticas culturales y configura el uso del conocimiento científico.

Palabras clave

Conocimiento científico, territorio, usos de la información, Quebec (Canadá)

INTRODUCTION

Cet article porte sur les usages sociaux de la science. L'approche adoptée questionne la médiation scientifique dans un sens plus large qu'une perspective circonscrite aux actions menées par les acteurs de la culture scientifique. La médiation est ici entendue dans le sens que lui confère la sociologie de la médiation (Hennion, 2007), c'est-à-dire une invitation à s'attarder sur les processus de la mise en relation entre un objet, ici la science, et sa consommation, la manière dont elle est intégrée dans les pratiques ordinaires.

Nous y présentons moins des résultats définitifs sur ces usages qu'un itinéraire de recherche et un protocole méthodologique pour saisir les formes d'appropriation de la science. En rejoignant Cefaï et Pasquier (2003, p. 35), nous cherchons à analyser « la circulation des interprétations dans les interactions de la vie quotidienne et à travers tous les lieux et moments où les expériences singulières se transforment en engagements collectifs ».

L'originalité de notre approche réside dans l'ancre de l'observation dans un territoire délimité : un quartier de classe moyenne situé dans la ville de Québec, au Canada. Ce quartier est considéré comme une unité d'observation permettant d'analyser, dans un même mouvement, les espaces de médiation scientifique, la circulation de l'information à l'échelle locale et la mise en discussion des politiques publiques dans le cadre de dispositifs de démocratie locale. Cette observation s'inscrit par ailleurs dans un contexte de controverses locales entourant des projets d'aménagement urbain et le développement de nouvelles infrastructures de transport.

L'article repose sur l'hypothèse que les savoirs scientifiques constituent une ressource pour renforcer et légitimer d'autres activités, notamment liées à la défense de certaines conceptions du territoire, rendues sensibles notamment lors de controverses environnementales (mode de transport, qualité de l'air, etc.). Pour l'étayer, nous présenterons le protocole méthodologique mis en place dans le cadre de cette étude. Les résultats empiriques mettront en lumière les principales contributions de cette étude à la compréhension des logiques d'usage des savoirs scientifiques. Nous soulignons in fine des rapports instrumentaux et utilitaristes à la science, au sein de réseaux de coopération où la science est mobilisée comme une ressource argumentative.

DES USAGES DES SAVOIRS SCIENTIFIQUES PEU ÉTUDIÉS

La mise en agenda de certains problèmes publics - le changement climatique, la pandémie de Covid-19, les mouvements anti-vaccins, la circulation des *fake news* - s'est traduite par un regain d'intérêt pour la circulation des savoirs scientifiques et leur possible disqualification. Les recherches quantitatives sur la consommation de la science se sont attachées à mettre en avant les déterminants sociodémographiques des consommateur·rice·s : en majorité des hommes, fortement dotés en capitaux scolaire et culturel et ayant un bon niveau de littératie scientifique, positionnés plutôt à gauche sur l'échiquier politique (Metag, 2020).

D'autres travaux ont porté sur les pratiques des passionnés de science qui participent à la production de savoirs et où la « démarcation de la science est une affaire de pouvoir et d'autorité, plutôt qu'une question de vérité » (Evans, 2005, p. 7). Étudier la circulation des savoirs scientifiques permet ainsi de mettre en évidence des « processus d'hybridation des connaissances entre science amateur et science professionnelle » (Boure et Lefevre, 2013, p. 149). Cependant, ces perspectives renseignent peu sur les logiques d'usages des savoirs

scientifiques.

Pour ce faire, nous avons cherché à explorer la mobilisation de la production scientifique au niveau local. Aborder la question par les territoires nous semble pertinent pour cerner les pratiques informationnelles (en général et liées à la science en particulier) et identifier des réseaux de coopération (Becker, 1988) locaux autour d'activités qui ne sont pas nécessairement liées à la science (associations socioculturelles, d'éducation populaire, médias de proximité, institutions municipales, acteurs et actrices de la médiation scientifique, etc.).

L'entrée par le territoire offre ainsi la possibilité de replacer les savoirs scientifiques dans leur utilité pour les activités ordinaires, c'est-à-dire :

« donner des trucs techniques et des instructions, enseigner comment accomplir les activités de ce monde avec le moins de danger possible, promouvoir ou donner des informations à propos des sites, des évènements à venir, faire de la publicité pour des items variés, faire circuler des informations et des opinions sur des questions d'actualité pour ce monde » (Strauss, 1978, p. 279).

Dans une perspective en termes de monde social, le savoir scientifique constitue une ressource mobilisable dans le cadre d'activités collectives, puisque « c'est ensemble, et par la discussion, que les citoyens doivent élaborer leurs idées politiques, et cela implique qu'il existe des lieux où la conversation politique informelle puisse se produire au quotidien » (Eliasoph, 2010, p. 279).

Cette perspective se rapproche de la sociologie des usages, en considérant que « toute bonne sociologie des médias fait toujours plus ou moins une sociologie des usages » (Glévarec, 2005, p. 164), c'est-à-dire la nécessité d'une compréhension des pratiques informationnelles comme entrée pour l'analyse de la circulation de la science. Ces travaux s'attachent à replacer les usages de l'information dans un cadre plus large de pratiques sociales, en intégrant l'emploi des techniques (l'usage) mais aussi les comportements, les attitudes et les représentations des individus. Ils soulignent le rôle des contextes interactionnels dans la formation des pratiques et des opinions. La sociologie des usages est ainsi propice à mieux comprendre les logiques qui président à l'usage de l'information, en particulier scientifique, à savoir de quelle manière elle est saisie et mobilisée par ses lecteurs dans le cadre d'activités quotidiennes, sans être nécessairement restreinte à une logique de coproduction des savoirs. En reprenant l'opposition entre activité de renfort et activité cardinale (Becker, 1988), saisie non comme hiérarchie, mais pour distinguer ce qui est exposé au public et ce qui reste en coulisse, la science apparaît ainsi comme une activité de renfort pour renforcer ou pour légitimer des activités ordinaires. Penser la science comme un renfort ouvre ainsi la voie à l'étude des usages sociaux des savoirs.

LA HAUTE-VILLE DE QUÉBEC : PRÉSENTATION DU TERRAIN

L'enquête a été menée entre 2022 et 2023. Le territoire choisi a une forte identité territoriale liée à son histoire, que les enjeux actuels, en termes d'aménagement et de mobilité, contribuent à alimenter. La majorité de ses résident·e·s appartient à la classe moyenne, d'origine majoritairement québécoise, et bien dotée en capital culturel. Situé dans la haute-ville de Québec, le quartier bénéficie d'offres commerciale, culturelle et servicielle de proximité où il est possible de faire l'économie de l'usage de la voiture.

Notre ambition était d'arriver à identifier les espaces de discussion et les sujets débattus à l'échelle d'un quartier. Nous nous sommes ainsi attachés à identifier les espaces où la science pourrait être mobilisée au sein des activités proposées aux participants (lieux de médiations scientifiques, centres socioculturels), aux espaces de consultation (conseil de quartier) et les espaces de mise en circulation de l'information locale. Une palette diversifiée des techniques de récolte des données a été mobilisée, l'accent étant mis sur une

observation participante des dispositifs de participation citoyenne et des entretiens semi-directifs. Ce protocole de recherche a été approuvé par le comité d'éthique de l'Université Laval (n° d'approbation 2022-254 / 17-08-2022¹).

Observation

Les conseils de quartier ont constitué une entrée principale pour l'enquête. Il s'agit d'espaces d'assemblées consultatives composées de citoyen·ne·s élu·e·s (Bherer, 2006), dont le travail consiste en effet à répondre aux demandes d'avis de la part de l'administration municipale, à réaliser des consultations publiques sur les projets d'aménagement urbain et à formuler des recommandations, sous la forme des résolutions. Les conseils de quartier organisent des rencontres publiques mensuelles, animées par un collège de onze citoyen·ne·s élu·e·s qui composent chaque conseil. À Québec, les citoyen·ne·s intéressé·e·s par les questions débattues sont également convié·e·s, ainsi que le conseiller municipal du secteur et le conseiller en consultation publique de la Ville de Québec . Les sujets qui y sont discutés sont divers, mais ont en commun d'être en lien avec les enjeux propres à chaque quartier de Québec², largement déterminés par la situation géographique et socioéconomique du territoire. Pour traiter de ces sujets, le recours à des expert·e·s pendant le conseil de quartier a également été observé par l'organisation de courtes conférences sur des sujets plus pointus liés, par exemple, à l'environnement.

Dans le cadre de cette recherche, les conseils ont été pensés comme des espaces importants de mobilisation de la science dans le débat public à l'échelle du quartier. Une première ronde de collecte de données s'est déroulée entre octobre 2022 et mai 2023 par l'observation de cinq rencontres du conseil de quartier sélectionné. Elle a permis de comprendre le fonctionnement de cet espace associatif, les profils des participant·e·s et les modalités de participation. Nous avons également observé les situations d'interaction, y compris les rapports entre les élu·e·s et les citoyen·ne·s, et la place occupée par les savoirs scientifiques dans les discussions et dans les délibérations. Pour cela, une grille d'observation³ a été utilisée pour orienter la prise de notes à propos des débats observés, en insistant sur les moments où les savoirs scientifiques étaient mobilisés. *In fine*, nous avons recruté des participant·e·s à ces réunions pour des entretiens semi-directifs en profondeur.

Entretiens

Le projet de recherche s'est particulièrement intéressé aux personnes présentes lors des rencontres du conseil de quartier observé. Nous souhaitions plus précisément connaître leurs motivations à participer à ces rencontres citoyennes, leur relation à la science et leurs façons de s'informer. Pour le recrutement de ces personnes, puisque la caractéristique principale des personnes à recruter pour les entretiens était le fait d'assister au conseil de quartier, il semblait convenable d'avoir recours à cette méthode plus subjective qui mise sur une sélection arbitraire des personnes qui pourraient participer à l'étude. La présidente du conseil de quartier étudié nous a permis ensuite d'entrer en contact avec des citoyen·ne·s qui lui paraissaient davantage impliqué·e·s dans l'espace de discussion et d'échange d'information qu'offre le conseil de quartier. Cela nous a donc donné la possibilité de s'entretenir avec des personnes qui assistent de façon régulière aux rencontres du conseil de quartier ou qui occupent un poste au sein du conseil. Au final, six personnes ont été interviewées.

Les questions portaient sur le profil sociodémographique des participants, leur rapport au territoire, leurs pratiques culturelles et informationnelles ainsi que leur rapport au cadre de vie. Toutes les entrevues ont été anonymisées.

Analyse des espaces de mise en circulation de l'information locale

Afin de cartographier les espaces de discussion et les sujets débattus à l'échelle d'un quartier, nous nous sommes par ailleurs attachés à identifier les espaces où la science pourrait être mobilisée au sein des activités proposées aux participant·e·s (lieux de

médiations scientifiques, centres socioculturels), aux espaces de consultation : parallèlement aux réunions du conseil de quartier, nous avons également assisté à une audience publique en 2023, à laquelle la population du quartier avait été conviée, concernant les impacts de la construction d'une ligne de tramway à leur environnement. Nous nous sommes également penchés sur les dispositifs de mise en circulation de l'information locale, en particulier un *pure player*⁴ lié au territoire. Pour ce dernier, 47 articles comportant les mots-clés « science » ou « scientifiques » ont été identifiés. 21 concernaient des actions de médiations scientifiques, 16 des portraits de personnalités du quartier, 10 concernant des débats liés au cadre de vie (les mobilités urbaines et la qualité de l'air).

Nous nous sommes intéressés de manière exploratoire au groupe du quartier en question sur Facebook. Le nombre d'abonné·e·s, conséquent, atteint 1 400. Durant la période de confinement lié à la pandémie de Covid-19, il est venu remplacer les discussions informelles, en particulier à la sortie des écoles, et perdure aujourd'hui en ligne, en marge de ces espaces informels.

En plus des élu·e·s et des participant·e·s aux conseils de quartier, des entretiens ont été réalisés auprès de journalistes, médiatrices scientifiques, animateur·rices de médias locaux et de groupes Facebook. Six autres personnes ont été interrogées lors de cette phase de l'étude. Ces entretiens ont apporté des éléments complémentaires aux observations menées dans le cadre de l'enquête principale. Ils ont permis de contextualiser les dynamiques locales de circulation de l'information en ne nous focalisant pas, *a priori*, sur une activité susceptible de mobiliser certains savoirs scientifiques.

L'ACTUALITÉ SCIENTIFIQUE ABSENTE DES PRATIQUES INFORMATIONNELLES

Interrogé·e·s sur leur pratique de consommation d'informations scientifiques, les enquêté·e·s évoquent leur absence et dévoilent une conception restrictive de la science :

« Non, ce n'est pas vraiment un sujet qui m'intéresse beaucoup. Je veux dire, je trouve ça important. Mais j'ai fait les sciences au cégep, donc j'ai quand même un bagage scientifique. Mais je m'intéresse plus à l'actualité politique, ça beaucoup, l'actualité culturelle, mais scientifique, moins » (femme, 40 ans, citoyenne, participante des réunions du conseil de quartier).

Cette ancienne enseignante assimile la science aux techniques, excluant *de facto* les sciences sociales et, par conséquent, toute la documentation réalisée, en les disqualifiant. Pourtant, elle

« continue à tout lire là-dessus tout le temps ». « Je m'intéresse beaucoup aussi, dès qu'il y a des articles dans les journaux sur la pauvreté, les itinérants, tout ça, ça vient me chercher beaucoup. La répartition de la richesse, les foyers pour accueillir les démunis. »

En effet, les répondant·e·s expriment une vision très appliquée de la science, qu'ils et elles considèrent comme un répertoire des contenus et des techniques « utiles », « nécessaires » ou directement « appliquées » à la vie quotidienne, y compris aux activités du conseil de quartier, comme nous le verrons plus tard. Ainsi, le rapport à la science, y compris la recherche d'information se construit en fonction du quotidien des habitant·e·s du territoire et par leur engagement dans la vie associative locale, comme l'exprime bien l'un des répondants :

« Pour l'actualité scientifique, est-ce que cela veut dire si je m'intéresse aux planètes, à la physique, à la chimie? Je m'intéresse moins à cela. Mais, j'écoute le téléjournal et presque toute la soirée, je suis des émissions d'information [...]. Si j'ai besoin d'aller au conseil de quartier et qu'ils ont besoin de savoir ce que cela prend

sur le trottoir pour ne pas tomber, à ce moment-là je vais m'intéresser aux informations sur ce sujet. Je m'intéresse aux informations scientifiques en fonction des questions qu'on me pose ou des besoins que j'ai » (homme, 66 ans, citoyen, participant des réunions du conseil de quartier).

Lorsque, dans les entretiens, nous évoquons l'actualité - scientifique ou non -, son suivi est délégué aux médias généralistes.

« Je suis abonné au Devoir, justement, ça fait que j'ai essayé de me donner justement... J'ai un genre... D'être à l'affût de l'actualité, je trouve ça quand même important. J'aime ça varier les médias, justement, donc peut-être avec La Presse, Radio-Canada, Le Devoir. J'essaie d'être au courant. La radio, je pense que c'est un de mes moyens, un de mes médiums préférés » (homme, 29 ans, membre élu du conseil de quartier).

Le suivi de l'actualité scientifique suit cette logique où les enquêté·e·s leur délèguent le suivi, sans que transparaisse a priori un travail de documentation.

« Scientifique ? Non, je ne le suis pas activement, mais je suis abonnée à plusieurs médias sur Instagram, fait que des fois, ils vont présenter des nouvelles scientifiques. « "Ah, je ne savais pas que c'était arrivé ! ", mais je ne suis pas à la recherche nécessairement avec cette actualité-là » (femme, 28 ans, citoyenne, participante des réunions du conseil de quartier).

Ainsi, l'accès à l'information, notamment scientifique, repose largement sur la consultation de quelques médias, sans engagement systématique dans un travail de documentation approfondi.

Même si l'enseignement supérieur offre un cadre de socialisation, rares sont ceux à avoir conservé des pratiques : quelques podcasts scientifiques ont été mentionnés, ainsi qu'un abonnement à une revue de sciences de gestion. Un seul enquêté mentionne en effet spontanément une revue scientifique, en science de gestion, la *Harvard Business Review* :

« C'est mon copain qui sait que je m'intéresse vraiment à la gestion, avec [...] ma maîtrise en gestion. J'aime ça. Je ne sais pas pourquoi, il me dit "T'aimerais tu t'abonner à cette revue-là ?" Je dis "Ouais, j'aurais jamais pensé à ça". Puis, il l'a fait, il m'a dit "Je vais t'abonner, ça va être ton cadeau de Saint-Valentin". Voilà, je reçois la revue, puis j'adore ça » (femme, 28 ans, citoyenne, participante des réunions du conseil de quartier).

Néanmoins, provoquer dans l'échange l'énumération de ces ressources masque des expériences où le contact à la science est plus fortuit. Celles-ci dépendent par exemple des réseaux de sociabilité où la mobilisation de savoirs spécifiques, notamment techniques, devient nécessaire. C'est le cas d'une citoyenne élue, apicultrice à ces heures perdues. Avoir une ruche en zone urbaine témoigne d'une attention portée au cadre de vie. Elle précise un intérêt : « *Quand c'est appliqué, je te dirais. J'aime beaucoup le l'aspect appliqué. La recherche pour la recherche, non, mais si on fait quelque chose avec le projet ou le résultat puis on l'applique, ça j'apprécie beaucoup plus* » (femme, 41 ans, membre élue du conseil de quartier). La science intervient de manière indirecte, où les réseaux de sociabilité alimentent le partage de savoirs, autant que celui-ci l'enrichit en retour. « *C'est à l'aide de journaux partagés avec l'oncle qui est abonné à une revue américaine sur l'apiculture qu'il a pris beaucoup d'informations et des livres sur les abeilles qu'on a achetés, mais j'ai surtout échangé avec l'oncle* » (femme, 41 ans, membre élue du conseil de quartier).

LA DÉFENSE DU QUARTIER AVANT TOUT

Si l'actualité scientifique est absente des propos des personnes interrogées, les pratiques culturelles, elles, sont présentes : consommation de documentaires, emprunt de livres dans

les bibliothèques de quartier, visites régulières au théâtre et au musée, auquel plusieurs enquêté·e·s sont abonné·e·s. Ces pratiques témoignent de leurs propriétés sociales, autant que des conditions permettant l'accès aux expériences culturelles, organisées autour de sociabilités, concentrées à l'échelle du quartier. Les modes de déplacement alternatifs à la voiture offrent ainsi un élément de « patrimonialisation », distinguant les quartiers de la haute-ville du reste de Québec, particulièrement des banlieues, et se traduisant par une injonction au développement et à l'utilisation des modes de transport durable.

Le quartier joue ainsi un double rôle dans la construction identitaire de ses habitant·e·s. D'un côté, il organise les réseaux de sociabilité construits autour de pratiques culturelles et d'un engagement politique en défense du quartier. De l'autre, il participe à la définition d'un style de vie et au partage des valeurs communes liées à « l'idéologie du territoire » (Di Méo, 1996), où la défense du cadre de vie et la lutte contre le changement climatique s'entremêlent.

Ainsi, plus que les médias d'information, c'est le territoire qui configue les usages de la science, au moins dans les cas analysés dans cette étude. Les discussions menées au sein des réunions du conseil de quartier et les débats publics autour de la construction d'une ligne de tramway dans la ville de Québec divisent particulièrement les habitant·e·s. Cette controverse s'est rendue sensible lors de notre enquête à travers des manifestations ou l'apposition de pancartes aux fenêtres des logements exprimant le soutien au projet ou son rejet.



Figure 1. Manifestation en faveur du tramway

Source : Radio-Canada, <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1907562/tramway-quebec-transport-en-commun-citoyens>



Figure 2. Manifestation contre le tramway

Source : Radio-Canada, <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1977791/manifestation-tramway-troisieme-lien-quebec-legault-duhaime-ouellet>

Ces répertoires d'action oscillent entre la recherche d'un effet de masse et la scandalisation, ils se prolongent en ligne où deux groupes Facebook s'opposent ainsi autour du projet : à « Québec désire son tramway ! » s'oppose « Québec mérite mieux ». Comptabilisant respectivement 5 000 membres, le premier a été lancé en 2022 pour peser dans la médiatisation de la controverse.

Les contenus partagés au sein des groupes se focalisent sur deux dimensions du projet, dans un registre émotionnel : le bénéfice pour les habitant·e·s d'une diminution notable de la circulation automobile, opposé aux conséquences de la disparition des arbres du fait de l'aménagement des rues pour le passage du tramway. Dans ce cadre, les savoirs scientifiques occupent une place secondaire et périphérique. Les informations municipales et les contenus journalistiques constituent l'essentiel des articles partagés par les membres actifs. Les références aux publications scientifiques sur la mobilité et les politiques publiques en matière de transport sont quasi inexistantes. Les rares publications faisant référence à une expertise, sans nécessairement provenir des milieux académiques, sont partagées pour renforcer les arguments des défenseur·euses ou détracteur·rices du projet dès qu'elles recourent aux statistiques comme preuves irréfutables. Elle témoigne ainsi d'un rapport purement instrumental à la science où l'information circule via une myriade d'intermédiaires, au gré de consultation de supports, dans des rubriques non scientifiques.



Loïc Ras-Mike Lefebvre

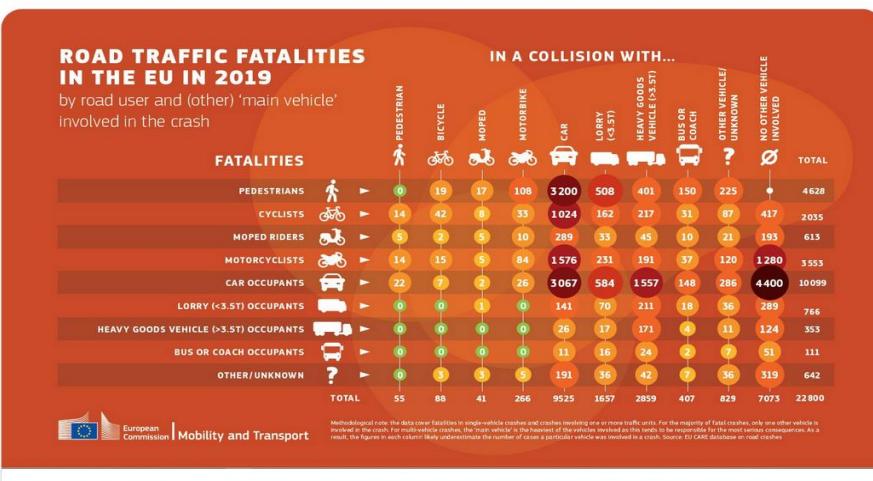
16 novembre 2022 · 🇫🇷

•••

[Statistiques] Selon le dernier rapport de European Transport Safety Council , 6 000 enfants de 14 ans et moins sont morts entre 2011 et 2020 dans des accidents de la route dans l'Union Européenne.

Près de la moitié des décès concernent les enfants voyageant en voiture.

Il est grand temps de changer les choses 🙏



European Commission | Mobility and Transport

Urban Cycling Institute

15 novembre 2022 · 🇫🇷

There is no 'War on Cars'.

There is an ongoing massacre on all other road users.

(who is killing who by [European Transport Safety Council](#)). Our road safety lan... En voir plus

Voir la traduction



J'aime

Commenter

Envoyer

Figure 3. Billet publié dans le groupe Facebook Québec mérite son tramway

Source : <https://www.facebook.com/groups/3146956962221457/posts/3219135718336914/>

UN RAPPORT INSTRUMENTAL À LA SCIENCE AU SEIN DES CONSEILS DE QUARTIER

Ce même rapport instrumental a été identifié lors des débats publics au sein des conseils de quartier. Au cours des cinq réunions observées, les participant·e·s ont mobilisé des contenus associés à la science, généralement pour parler d'environnement, de thématiques de santé et de bien-être, de mobilité urbaine et d'aménagement urbain. Ces informations proviennent d'un répertoire hétérogène de sources : des productions médiatiques (des médias généralistes, un média environnemental), ainsi que des bulletins d'information, des sites web gouvernementaux des articles publiés sur Wikipédia. Certains participants évoquent des données provenant « d'enquêtes » ou « d'études », sans préciser leur origine. Nous n'avons jamais été témoins, lors des échanges, de la mention d'articles publiés par des médias spécialisés en sciences ou d'études parues dans des revues savantes. D'ailleurs, lors des rencontres, la légitimité de ces différentes sources n'a jamais été mise en question. Au contraire, en qualifiant certains arguments de scientifiques, indépendamment de leur qualité ou de leur source, ces participant·e·s veulent légitimer leurs prises de position au sein de ces rencontres. Or, ce constat semble faire écho à la dimension instrumentale et utilitariste de la science à travers ses usages ordinaires. Toutefois, il amène à s'interroger sur la façon dont les informations liées à la science arrivent aux enquête·e·s. Elles semblent

moins dépendre de la légitimité des sources disponibles que de leur accessibilité et de leur capacité à faire sens dans le cadre d'activités quotidiennes, domestiques, professionnelles ou militantes. Par exemple, une habitante bénéficie d'un travail de veille mené dans un cadre professionnel.

« On reçoit trois fois par semaine des revues de presse, un peu des nouvelles en environnement. Ça, je dois lire ça pour être un petit peu à jour sur l'actualité environnementale. Des fois, il va y avoir des rapports ou des recherches qui sortent et qui sont présentés, mais qui font comme partie du lot d'actualités qu'on reçoit » (femme, 28 ans, citoyenne, participante des réunions du conseil de quartier).

Notre analyse révèle que la science était particulièrement présente dans trois situations : en tant qu'objet de discussion publique, en tant qu'objet de controverse et en tant que ressource pour subsidier les délibérations et la prise de décision.

Ainsi, lors de la réunion du mois d'avril 2023, le conseiller responsable des questions relatives à la santé et à l'environnement et un médecin invité, spécialiste en santé publique, ont présenté le rapport « Mon environnement, Ma santé ». Il s'agissait d'une étude indépendante, menée par le Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de la Capitale-Nationale, sur la qualité de l'air dans un des arrondissements de la ville de Québec et sur son impact sur la santé de la population locale. Cette intervention voulait ainsi à répondre aux préoccupations citoyennes concernant les effets de la pollution sur la santé respiratoire, notamment sur l'asthme et sur les décès. Lors de leur présentation, ces deux acteurs ont mobilisé un vocabulaire issu du monde des sciences, mettant en avant les objectifs de leur recherche, les choix des protocoles méthodologiques employés, y compris la construction de l'échantillon ainsi que l'interprétation statistique des résultats. Au final, les conférenciers ont proposé neuf recommandations pour améliorer la qualité de l'air à travers l'adoption de mesures visant à diminuer les particules fines, la présence de dioxyde d'azote et de poussière de nickel, tout en favorisant le verdissement des espaces publics et en renforçant la gouvernance ainsi que la coordination des initiatives. Cette étude devient alors immédiatement un sujet de discussion publique. Les participants (membres du conseil et citoyen·ne·s) ont questionné les impacts de ces actions sur la conduite des politiques municipales, ainsi que sur leurs propres habitudes (par exemple : « La voiture électrique, est-ce que ça aide ? », « Faut-il utiliser des masques ? », « Quelles sont les sources d'émission [de polluants] ? », « Comment mesure-t-on l'impact des particules fines sur les indicateurs de santé ? »). Des questions ont également été posées à propos des normes internationales concernant la concentration de particules en suspension dans l'air.

Les savoirs scientifiques étaient par ailleurs sujets à des controverses. C'était le cas par exemple de la construction de la ligne de tramway. Un des sujets de discussion portait sur le nombre d'arbres qui seraient abattus lors de sa construction, un chiffre qui variait entre 600 et 2 380 selon la source (« Québec mérite son tramway » ou « Québec mérite plus ») et selon le registre argumentatif et la charge émotionnelle liée, mais qui a obligé les pouvoirs publics à recourir à l'expertise pour évaluer les impacts lors des réunions de décembre 2022, janvier et avril 2023. Ainsi, le conseil de quartier a fait part à la municipalité des « préoccupations » des citoyen·ne·s concernant « le nombre d'arbres à couper » (réunion de décembre 2022). En avril 2023, le responsable des questions de santé et de l'environnement a proposé d'inviter deux spécialistes pour répondre aux questions des citoyens. En réponse à cette controverse, la Ville de Québec a finalement produit un « ratio de compensation » écologique de « 20 arbres plantés pour chaque arbre abattu dans les quartiers à proximité du tramway⁶ ». Le projet du tramway a également été abordé lors d'une séance d'information et d'échange organisée par la Ville de Québec pour discuter publiquement de l'impact des travaux préparatoires sur le quotidien des citoyen·ne·s, déjà au cœur des discussions publiques (la foresterie urbaine, les impacts des travaux préparatoires sur la mobilité et les activités commerciales). Lors des échanges avec l'assistance, les habitant·e·s ont exprimé leurs interrogations sur les enjeux d'ordre scientifique liés au débat : « le nombre d'arbres

qui seront abattus », « la valeur monétaire d'un arbre », « des conséquences pour la coupure inutile des arbres », « l'accès aux commerces ou aux bureaux par les personnes à mobilité réduite », « les effets des vibrations [provoquées par les travaux d'aménagement] aux maisons qui sont relativement vieilles ». Les enjeux soulevés dans différents cadres - les débats du conseil de quartier, les consultations publiques, les manifestations en ville, les discussions dans les groupes Facebook - sont dénués de références explicites aux acquis de la science.

Lors de la réunion de janvier 2023, la controverse tournait autour des résultats d'une enquête réalisée par l'association des commerçant·e·s du quartier, qui mentionnait les effets négatifs sur l'économie de la transformation de la principale voie commerciale du territoire en rue piétonne. Cette information a été réfutée par les participant·e·s à la réunion. Ainsi, une membre du conseil a questionné la représentativité de l'échantillon (« un tiers seulement des commerçants se sont prononcés »). Un autre membre fait référence à un article publié par *Radio-Canada* qui montrait que les citoyens étaient majoritairement favorables aux rues piétonnes. Une troisième conseillère a finalement proposé de réaliser un sondage auprès des habitant·e·s du quartier pour que « les citoyens puissent s'exprimer » à propos de ce sujet.

Les participant·e·s au conseil ont également fait appel à des propos scientifiques ou à des démarches perçues comme telles pour alimenter les délibérations et la prise de décision. La réalisation de sondages auprès des habitant·e·s du quartier sera ainsi vue comme un outil important pour « recueillir des informations à la source, auprès des citoyens » (réunion d'avril 2023). Lors de la réunion de novembre 2022, les conseiller·ères ont présenté les résultats d'un sondage sur la sécurité routière dans le quartier et qui s'est ensuite traduite par l'approbation d'une résolution visant à améliorer les feux de circulation. La construction de toits blancs et verts dans les maisons du quartier pour réduire « l'îlot de chaleur » (réunion d'avril 2023) était un autre sujet de discussion fréquent. Évoqué lors de la réunion de novembre 2022, il sera repris au mois de janvier 2023 lorsque l'un des citoyen·ne·s a fait référence à une étude portant sur Paris (sans que la source soit citée) et qui montrait les avantages de construire des toits blancs dans les immeubles résidentiels. Une résolution sera approuvée à cette réunion. Cette discussion sera cependant reprise lors de la réunion du mois d'avril 2023, quand un membre du conseil suggère de mettre en avant un programme pour financer les travaux d'adaptation des toits, « voire même obliger » les habitant·e·s à choisir le toit blanc « avec compensation » de la part du gouvernement.

Pour les objets de discussion, de controverse ou comme argument mobilisé pour alimenter le processus de décision, les savoirs scientifiques sont considérés comme une ressource pour la construction du débat public local au sein du territoire observé. Cependant, il s'agit d'une définition particulière de la science comme objet trivial (Jeanneret, 2008), qui prend son sens dans le cadre des échanges autour du territoire. Cette « science » de l'ordinaire échappe au contrôle des institutions de recherche ou de communication scientifique, y compris le journalisme. Les participants du conseil de quartier évoquent des études, des sondages, des rapports et des documents pour alimenter le débat, sans prêter attention ni à la source ni au statut attribué par la communauté scientifique à ce genre de contenu.

CONCLUSION

Sur le plan méthodologique, cet article propose une approche novatrice pour l'étude des usages ordinaires de la science. Il s'agit d'observer ces pratiques dans un territoire circonscrit afin d'analyser les espaces de médiation scientifique et de circulation de l'information, où celle-ci devient une ressource mobilisée ponctuellement, selon des conceptions spécifiques des territoires. De ce point de vue, la science pourrait constituer une activité de renfort (Becker, 1988) pour d'autres activités liées au territoire, notamment autour de controverses environnementales (mode de transport, qualité de l'air, etc.).

Or, nos données suggèrent que l'information scientifique transite par un entrelacs complexe de médiations, où interviennent des renforts multiples. Il existe bien des points de jonction entre la production de la science et sa réception : l'activité scientifique peut fournir des ressources nécessaires à la coordination des activités propres à leur monde, dans notre cas, les enjeux de défense du territoire et de participation citadine dans les espaces associatifs locaux.

Concernant les usages de la science, les résultats mettent en évidence l'inscription sociale des pratiques ordinaires, façonnée par les divers contextes d'interaction auxquels les individus participent. La sociologie des usages insiste sur les dimensions complémentaires d'analyse à prendre en compte : les représentations des individus afin d'approcher les significations d'usage ; l'observation des pratiques, qui révèlent des habitudes ancrées et structurées par des discours d'accompagnement, ainsi que par les degrés de légitimité associés à ces pratiques ; l'étude des contextes et des situations d'usage. Dans cette perspective, les sources mobilisées par les acteurs sont hétérogènes, et la place des productions savantes marginale. L'information qui en découle est souvent détournée ou réinterprétée en fonction du contexte : elle peut être utilisée pour soutenir ou réfuter un argument, alimenter une controverse, légitimer un acteur ou un point de vue, etc.

Cette mobilisation « instrumentale », « utilitariste » de la science, exploitée en fonction des intérêts des individus pour animer un débat et pour influencer la prise de décision politique, amène à questionner le degré d'intégration aux mondes sociaux de ce que l'on appelleraient en principe les « publics de la science ». Le schéma d'une appropriation de contenus scientifiques en interaction entre producteurs et consommateurs de sciences est trop linéaire pour postuler un circuit clair de circulation de l'information scientifique. L'accompagnement de la science, auquel les médias participent, se réalise nécessairement en lien avec les réseaux de coopération au sein desquels les individus évoluent. Plus particulièrement, nous avons, au cours des entretiens, décelé des « prises » (Hennion, 2009) qui conduisent à un recours à la science, comme l'apiculture urbaine, qui implique l'accumulation d'un savoir spécialisé.

Les résultats semblent corroborer le constat de la complexité des coopérations. Il exige la prise en compte, dans l'analyse, de l'ensemble des scènes où la science fournit les ressources nécessaires aux activités et aux postures des personnes engagées dans leur territoire. C'est là que survient l'idée de culture telle que formulée par Becker (1999) : non pas un ensemble de références stabilisées que les individus intègrent par la socialisation, mais des références qu'ils peuvent mobiliser au gré de leur intégration dans des réseaux de coopération. À l'échelle de nos observations, la science ne constitue pas une activité en soi qui vient supporter d'autres activités. Elle peut apparaître ponctuellement lors de réunions d'un conseil de quartier au travers d'un objectif de légitimation.

Notre travail offre deux contributions aux études sur la circulation et les usages de la science. Il s'agit tout d'abord de la (re)découverte d'une science profane, mise en circulation dans les interactions au quotidien et qui se constitue en une ressource mobilisable dans le cadre d'activités collectives. Cette situation remet en question certains discours normatifs autour de la perte de légitimité des sciences dans les sociétés contemporaines (Cesarino, 2021). Il convient de s'interroger : « De quelle science parle-t-on ? ». La seconde contribution est d'ordre méthodologique. L'entrée par le territoire et par la mobilisation d'un ensemble diversifié de techniques de recherche qualitatives offre la possibilité de saisir certains aspects de cet usage ordinaire de la science qui ne sont pas toujours visibles aux chercheurs. Nous cherchons désormais à adapter et à améliorer ce protocole méthodologique en élargissant les territoires locaux qui feront l'objet d'études dans un futur proche, pour analyser les usages de la science et leur prise en compte dans les actions de médiation scientifique.

NOTES

¹ Conformément aux recommandations du comité d'éthique, le quartier a été anonymisé afin d'empêcher l'identification des membres du conseil de quartier qui occupaient des fonctions au moment de la réalisation de l'enquête.

² Ville de Québec, « Tous les conseils de quartier », consulté le 28 septembre 2024, https://www.ville.quebec.qc.ca/citoyens/participation-citoyenne/conseils_quartier/conseils.aspx

³ <https://osf.io/dbcp/>

⁴ <https://monquartier.quebec/>

⁵ Le rapport est disponible sur :

https://www.ciussscapitalenationale.gouv.qc.ca/sites/d8/files/docs/ProfSante/SPU/rap_a_c_sc_2019-02-25_vf.pdf

⁶ Ville de Québec (2023), Chantiers 2023 - Vieux-Vimoilou et Maizerets : rencontre publique, consulté le 28 septembre 2024, <https://www.ville.quebec.qc.ca/citoyens/participation-citoyenne/activites/CPFichierAzure.ashx?Fichier=9f11c138-1990-456d-88bd-0a66bf5e3a24.pdf>

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

Becker, Howard. S. (1988), *Les Mondes de l'art*, Paris : Flammarion.

Becker, Howard S. (1999), *Propos sur l'art*, Paris : l'Harmattan.

Bherer, Laurence (2006), « Le cheminement du projet de conseils de quartier à Québec (1965-2006) : un outil pour contrer l'apolitisme municipal ? », *Politique et Sociétés*, vol.25, n° 1, p. 31-56.

Boure, Robert ; Lefebvre, Muriel (2015), « Entre science légitime et science amateur : le devenir trivial d'une information scientifique sur Internet », *Les Enjeux de l'information et de la communication*, vol. 16, n° 1, p. 143-152.

Cefaï, Daniel ; Pasquier Dominique (2003), « Introduction » (p. 13-59), in Cefaï, Daniel ; Pasquier, Dominique (dir.), *Les Sens du public. Publics politiques, publics médiatiques*, Paris : Presses Universitaires de France.

Cesarino, Letícia (2021), « Pós-verdade e a crise do sistema de peritos: uma explicação cibernetica », *Ilha Revista de Antropologia*, vol. 23, n° 1, p. 73-96, consulté le 5 août 2024, <https://periodicos.ufsc.br/index.php/ilha/article/view/75630>.

Di Méo, Guy (1996), *Les territoires du quotidien*, Paris : L'Harmattan, coll. Géographique Sociale.

Eliasoph, Nina (2010), *L'évitement du politique*, Paris : Economica.

Evans, Robert (2005), « Introduction. Demarcation Socialized: Constructing Boundaries and Recognizing Difference », *Science, Technology and Human Values*, vol. 30, n° 1, pp. 3-16.

Glévarec, Hervé (2005), *Libre antenne. La réception de la radio par les adolescents*, Paris : Armand Colin et Ina

Hennion, Antoine (2007), *La passion musicale : une sociologie de la médiation*, Paris : Métailié.

Hennion, Antoine (2009), « Réflexivités. L'activité de l'amateur », *Réseaux*, n° 153, p.55-78.

Jeanneret, Yves, (2008), *Penser la trivialité. Volume 1 : La vie triviale des êtres culturels*, Paris : Hermès-Lavoisier, coll. Communication, médiation et construits sociaux.

Metag, Julia, (2020), « What drives science media use? Predictors of media use for information about science and research in digital information environments », *Public*

Understanding of Science, vol. 29, n° 6, p. 561-578.

Strauss Anselm. L. (1978), « A Social World Perspective » (p. 119-128), in Norman Denzin (dir.), *Studies in Symbolic Interaction*, Greenwich : JAI Press.